

"La démocratie européenne est vivante" dans Le Quotidien (30 octobre 2004)

Légende: Le 30 octobre 2004, dans un entretien accordé au journal luxembourgeois Le Quotidien, Viviane Reding, commissaire luxembourgeoise, donne son point de vue sur le refus du Parlement européen d'accorder sa confiance à la Commission Barroso après les propos tenus par le commissaire italien, Rocco Buttiglione, devant la commission parlementaire Libertés civiles, justice et affaires intérieures.

Source: Le Quotidien. 30.10.2004. Luxembourg: Lumedia S.A. ""La démocratie européenne est vivante"", auteur:Berche, Denis , p. 2.

Copyright: (c) Le Quotidien

URL:

http://www.cvce.eu/obj/la_democratie_europeenne_est_vivante_dans_le_quotidien_30_octobre_2004-fr-fa187ae6-398c-4928-b21a-848e230d3953.html



Date de dernière mise à jour: 03/11/2015

« La démocratie européenne est vivante »

Viviane Reding est heureuse que le Parlement européen ait joué son rôle. Elle n'était pas d'accord avec les propos de M. Buttiglione. Elle assure l'intérim en attendant la nouvelle Commission Barroso.

Le Quotidien : Êtes-vous déçue, dépitée, en colère après le rendez-vous manqué par la Commission Barroso devant le Parlement européen ce mercredi?

Viviane Reding : Non, je suis heureuse! Heureuse parce que le Parlement européen a véritablement joué son rôle et prouvé ainsi au passage que l'Union européenne était démocratique. L'opinion publique pense parfois que c'est un Parlement de pacotille. Mercredi, les députés européens ont prouvé tout le contraire, ce que je savais déjà puisque j'ai été membre du PE.

Vous attendiez-vous à voir le président reculer devant la perspective d'un vote négatif?

Que pouvait-il faire d'autre? Au moins, cette issue lui laisse-t-elle la possibilité de recomposer une équipe en la renforçant. L'équipe dont le PE ne voulait pas a été imposée à M. Barroso par les chefs d'État et de gouvernement. Le Parlement européen a fait savoir qu'il n'était pas d'accord et il a ainsi demandé aux chefs d'État et de gouvernement de faire des choix plus judicieux.

Avez-vous pensé à un moment que le vote serait favorable à M. Barroso?

Il aurait pu l'être, mais avec une très petite majorité. Et je n'aimais pas cette idée. Le Parlement européen n'est pas un parlement national où une courte majorité peut suffire pour gouverner. La Commission européenne a besoin d'une large majorité qui va au-delà des clivages de l'idéologie politique. Une petite victoire avec les seules voix du PPE (Parti populaire européen) et quelques autres aurait été une catastrophe.

Vous êtes pressentie pour être commissaire en charge des médias et de la société de l'information. Allez-vous garder cette affectation puisque M. Barroso doit revoir sa copie?

J'espère bien car ce sont les deux domaines de compétence que j'espérais obtenir. En ce qui concerne les nouvelles technologies, notamment sur le plan de la recherche, j'ai dû apprendre énormément de choses. Je me suis aussi déjà projetée sur les dossiers pour essayer d'y faire avancer l'Europe. J'espère bien ne pas avoir fait tout ce travail pour rien.

Pourriez-vous changer d'affectation?

Si je peux garder ces portefeuilles, je serai ravie. Mais il faut bien tenir compte des difficultés que le président Barroso rencontrera peut-être pour constituer son équipe. Je suis à sa disposition et surtout à celle de l'Europe.

Votre audition devant le Parlement européen s'était bien passée. Était-ce plus facile pour vous au vu de votre expérience de députée européenne?

C'est évident. Je connais ce Parlement comme ma poche et je peux prévoir certaines de ses réactions. Cela ne m'a pas empêchée de dire non en matière de média aux demandes des eurodéputés qui m'ont auditionnée. Même si le PE veut le contraire, je ne peux pas aller plus loin que ce qui est prévu par les traités. Je refuse la politique politicienne. Et je dis ce que je sens comme je fais ce que je dis.

Vous allez assurer l'intérim sur la culture et l'éducation alors que vous devriez être sur vos deux nouveaux ressorts. Comment cela se passe-t-il?

J'avais un mois de novembre très rempli et de nombreux rendez-vous déjà programmés. Tout est en suspens. Je dois reprendre éducation et culture, deux dossiers que je connais bien, mais que j'avais déjà mis dans un coin de ma tête.

Ce report, est-ce un avantage ou un inconvénient?

C'est un avantage pour l'Europe. Avant la ratification de la Constitution, le Parlement européen a démontré que l'Europe avait des outils démocratiques qui fonctionnaient. Si les élus des peuples européens peuvent dire non, un non suivi d'effets, cela prouve que notre démocratie est bien vivante.

L'Italien Rocco Buttiglione avait mis le feu aux poudres avec ses propos homophobes et sexistes. Qu'avez-vous pensé de ses propos?

Je suis catholique pratiquante, mais je n'étais absolument pas d'accord avec les propos de M. Buttiglione et je le lui ai dit. J'ai été très longtemps présidente des Femmes chrétiennes-sociales. Nous avons une très grande diversité de situations avec des mères au foyer et des femmes chefs d'entreprise. Il y a toujours eu équilibre et respect entre nous. Tout le combat des femmes a consisté à être libre de leur choix. Imposer des choix de valeur, c'est faire un pas en arrière, c'est nier les valeurs européennes. Depuis les années 70, l'Union européenne se bat pour une égalité des chances entre hommes et femmes. M. Buttiglione n'a pas à remettre cela en cause. Faire de la politique, c'est s'engager pour la non-discrimination sous toutes ses formes. Avec M. Buttiglione dans la Commission, on aurait eu quelques moments très difficiles.

Denis Berche

- Âgée de 53 ans, Viviane Reding a obtenu un doctorat en sciences humaines à la Sorbonne. Elle a été journaliste au *Luxemburger Wort* à partir de 1978. Éluée députée en 1979, elle a siégé dix ans à la Chambre. Elle a ensuite été députée européenne de 1989 à 1999. Nommée commissaire européenne à l'éducation et à la culture dans la Commission Prodi, elle gardera son poste dans la Commission Barroso, mais changera en principe de prérogatives (médias et société de l'information).